



La géopolitique de l'Asie centrale : une nouvelle Route de la Soie ?

Le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Kirghizistan et le Tadjikistan — qui composent l'Asie centrale — demeurent largement méconnus de la plupart des Européens. Situés au cœur de l'Eurasie, ils pourraient devenir un nouveau terrain de rivalité stratégique entre les puissances mondiales et régionales.

Stefano di Lorenzo

sam. 11 avr. 2026

Un simple coup d'œil à la carte de l'Eurasie — au sens strictement géographique, l'Europe et l'Asie ne forment en réalité qu'un seul continent — suffit pour constater que le cœur et le centre de gravité de l'Eurasie se situent dans une région que peu d'Européens connaissent, une région qui porte bien son nom : l'Asie centrale. Celle-

ci regroupe cinq pays : le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Kirghizistan et le Turkménistan. L'ancienne Route de la Soie, qui reliait la Chine au Moyen-Orient et à l'Europe, traversait l'Asie centrale.

Pris ensemble, les pays d'Asie centrale comptent environ 85 millions d'habitants, soit une population comparable à celle de l'Allemagne. La taille combinée de leurs économies atteint près de 1 500 milliards de dollars en PIB réel, légèrement plus que celle des Pays-Bas. Cela peut sembler modeste — mais l'argent n'est pas le seul moteur du monde. Les ressources naturelles et la géographie, bien qu'elles ne se convertissent pas immédiatement en valeur financière, constituent des atouts déterminants : ils façonnent les flux commerciaux, orientent les capitaux et définissent les rapports de puissance.

Absorbés par des spéculations théoriques complexes et cherchant à comprendre le monde à travers des concepts abstraits et idéalistes — ou à travers la précision séduisante des indicateurs financiers —, les gens négligent souvent l'essentiel : la géopolitique concerne avant tout la géographie physique, les ressources matérielles, la puissance militaire et les alliances pragmatiques entre États. En d'autres termes, les dures réalités. La géopolitique n'est pas une quête platonicienne de la vérité cachée derrière les apparences du monde : elle vit dans l'univers physique des choses tangibles.

Souvent, les pays d'Asie centrale sont encore perçus exclusivement à travers le prisme russe. Aujourd'hui, cette approche a ses limites. Les pays d'Asie centrale sont indépendants depuis près de 35 ans. Tout en entretenant de bonnes relations avec la Russie, ils ont cherché à trouver un équilibre avec la Chine et même avec les États-Unis, alors que ces derniers étaient, pendant quelques décennies, la puissance hégémonique mondiale. La guerre en Iran pourrait changer la donne. Les événements autour du golfe Persique revêtent une importance mondiale et auront également une incidence sur le développement de l'Asie centrale.

Parfois, l'Afghanistan est également inclus dans la macrorégion de l'Asie centrale. Mais l'Afghanistan a une histoire tout à fait unique et les événements des dernières décennies en font un cas à part qui mérite une analyse distincte et ne correspond pas à la trajectoire de développement des autres pays d'Asie centrale, tous anciens membres de l'Union soviétique et, auparavant, parties de l'Empire russe.

Le pivot géographique

Dans son essai de 1904 intitulé *Le pivot géographique de l'histoire*, le géographe britannique Sir Halford J. Mackinder a identifié les vastes étendues de Sibérie et d'Asie centrale comme faisant partie d'un noyau eurasien central plus vaste qu'il a appelé le « pivot géographique » et, dans un ouvrage ultérieur, le « Heartland ». Pour Mackinder, le contrôle de ces zones était essentiel à la domination mondiale. À certains égards, cela pouvait sembler un choix étrange. L'Asie centrale et la Sibérie étaient très éloignées des centres du pouvoir mondial. Mais Mackinder affirmait avec audace que quiconque contrôlait cette zone commanderait l'ensemble de l'Eurasie et de l'« île-monde » formée par l'Afrique, l'Asie et l'Europe, et exercerait ainsi un pouvoir décisif dans les affaires mondiales. L'équilibre géopolitique de la Terre dépendait du contrôle de la masse continentale centrale.

C'était une intuition remarquable, compte tenu du fait que l'Empire britannique et ses rivaux étaient des puissances maritimes. Mais les puissances terrestres possédaient quelque chose qui manquait aux maîtres des océans : des ressources, une profondeur géographique et une main-d'œuvre (un terme que Mackinder a d'ailleurs contribué à populariser). La théorie du Heartland est certes une théorie très fascinante. Mais en réalité, le contrôle des vastes masses continentales de la Sibérie et de l'Asie centrale, tel que l'ont exercé d'abord l'Empire russe puis l'Union soviétique, ne s'est pas traduit par le contrôle de l'Eurasie et du monde.

Les idées de Mackinder n'étaient pas de simples réflexions académiques : elles ont façonné la pensée stratégique tout au long des deux guerres mondiales et de la guerre froide, et ont fourni une grille de lecture géopolitique à travers laquelle les puissances rivales percevaient l'Eurasie. Mais Mackinder écrivait à une époque très différente. Avant l'avènement de l'aviation, le contrôle territorial primait, et les réseaux de transport terrestre conféraient un avantage décisif, tant militaire qu'économique. La puissance maritime seule, bien qu'elle fût le fondement de l'Empire britannique, était perçue comme insuffisante.

Le Grand Jeu

L'Asie centrale avait déjà été le théâtre de confrontations géopolitiques avant Mackinder. Le terme « Grand Jeu » a été popularisé par le romancier britannique Rudyard Kipling. Depuis le XIXe siècle, il décrivait la rivalité stratégique prolongée entre l'Empire britannique et l'Empire russe pour l'influence sur l'Asie centrale et, en fin de compte, sur l'Inde britannique. Tout comme aujourd'hui, les Britanniques souffraient alors peut-être d'un cas aigu de « paranoïa russe ». Ils craignaient que la

Russie ne menace leurs possessions coloniales en Inde, même si l'Asie centrale et l'Inde sont séparées par la plus haute chaîne de montagnes du monde, qui aurait pu être considérée comme une barrière géographique plutôt sûre.

Du début des années 1800, lorsque la coalition anti-Napoléon s'est dissoute, jusqu'à la Convention anglo-russe de 1907, la Grande-Bretagne et la Russie se sont livrées à un conflit d'ombre caractérisé par des luttes par procuration et de l'espionnage. L'expansion russe dans la région du Turkestan était régulière et méthodique : partant de la steppe kazakhe, elle s'est étendue aux khanats de Khiva, Boukhara et Kokand, les intégrant dans une structure impériale qui étendait la portée de l'Empire russe profondément à l'intérieur de l'Asie. Pour la Grande-Bretagne, ce mouvement a déclenché un profond sentiment d'inquiétude frôlant l'obsession. L'Inde n'était pas simplement une colonie ; elle était le joyau économique et symbolique de l'empire. Toute menace potentielle à son égard — même purement hypothétique — devait être anticipée et neutralisée. La crainte ne portait pas nécessairement sur une invasion russe directe, qui aurait été un défi logistique, mais sur une emprise progressive susceptible de déstabiliser les frontières nord de l'Inde et de saper le contrôle britannique.

Le soi-disant « [Testament de Pierre le Grand](#) » était un document censé exposer un plan à long terme pour la domination mondiale de la Russie. Attribué au tsar russe Pierre le Grand, décédé en 1725, le texte contenait des injonctions d'une explicité frappante, telles que :

« Approchez-vous le plus possible de Constantinople et de ses environs. Celui qui y régnera sera le véritable souverain du monde. Par conséquent, soyez continuellement en guerre — tantôt contre les Turcs, tantôt contre la Perse. Établissez des chantiers navals sur la mer Noire, en prenez progressivement le contrôle total, ainsi que celui de la mer Baltique ; cela étant nécessaire à l'accomplissement du plan. Accélérez le déclin de la Perse ; pénétrez dans le golfe Persique ; rétablissez, si possible, l'ancien commerce du Levant via la Syrie, et frayez-vous un chemin vers les Indes — elles sont le centre commercial du monde. Une fois là-bas, vous pourrez vous passer de l'or de l'Angleterre »

Pour les observateurs britanniques du XIXe siècle, ces lignes apparaissaient comme une confirmation effrayante de leurs phobies les plus profondes. L'idée que l'expansion russe était guidée par un dessein cohérent et à long terme a fourni une justification intellectuelle aux deux guerres britanniques en Afghanistan.

Le problème était que ce document était un **faux**. La plupart des historiens font remonter sa première apparition connue à 1812, lorsqu'il fut publié en français pendant les guerres napoléoniennes à des fins de propagande anti-russe. Il refit

surface à plusieurs reprises tout au long du XIXe siècle et même pendant la guerre froide, précisément parce qu'il correspondait si parfaitement aux craintes dominantes. Dans les années 1870-1880, de sérieux doutes quant à son authenticité étaient déjà largement répandus parmi les chercheurs, mais ce n'est qu'au XXe siècle que le document a été définitivement démasqué comme un faux. Néanmoins, son impact au plus fort du Grand Jeu était bien réel. Le « Testament » a fonctionné comme un mythe géopolitique qui brouillait la frontière entre perception et réalité.

Cette inquiétude britannique face à la Russie a conduit des officiers, des explorateurs et des agents britanniques — opérant souvent sous couverture — à traverser certains des terrains les plus inhospitaliers de la planète, à cartographier des itinéraires, à recueillir des renseignements et à tenter d'influencer les dirigeants locaux, [payant parfois de leur vie](#) les risques qu'ils prenaient dans des cours telles que celle de Boukhara. Le Grand Jeu préfigurait la logique que Mackinder théoriserait plus tard.

Réorientation

L'Empire russe, puis l'Union soviétique, ont établi un quasi-monopole géopolitique sur l'Asie centrale. Pendant plus d'un siècle, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et le Turkménistan ont été structurellement intégrés au sein d'un système politique, économique et sécuritaire unique. Les infrastructures ont été construites dans le cadre de développement de l'Union soviétique, les élites de ces pays ont été formées dans les institutions soviétiques, et leur vision stratégique était définie par les impératifs du bien commun soviétique.

La dissolution de l'Union soviétique en 1991 n'a pas immédiatement démantelé cette architecture. La Russie a conservé et conserve une influence profonde par le biais de la langue, des flux migratoires, des réseaux énergétiques et des accords de sécurité tels que l'Organisation du traité de sécurité collective. Pourtant, l'indépendance a inévitablement créé un nouvel espace stratégique. Pour la première fois dans l'histoire moderne, les États d'Asie centrale pouvaient mener une politique d'équilibre entre les grandes puissances, plutôt que de se soumettre à un centre unique.

Au départ, les États-Unis sont entrés dans cet espace de manière limitée et principalement pour des raisons de sécurité. L'intervention en Afghanistan après 2001 a étendu la présence militaire américaine à l'ensemble de la région, avec des bases en Ouzbékistan et au Kirghizistan. Mais cet engagement était conditionnel et, en fin de compte, temporaire. À mesure que l'attention de Washington se détournait

vers d'autres régions, et en particulier après le retrait d'Afghanistan, il semblait que les États-Unis avaient perdu à la fois leur intérêt et leur influence en Asie centrale. Cette perception est peut-être dépassée.

Ces dernières années — et surtout depuis l'intensification de la rivalité entre grandes puissances avec la Chine et le choc de la guerre en Ukraine —, les États-Unis ont commencé à se réengager systématiquement en Asie centrale. Ce changement s'est concrétisé sur le plan institutionnel par le [cadre C5+1](#), qui rassemble les cinq républiques d'Asie centrale et les États-Unis dans un format diplomatique structuré.

Le [premier sommet C5+1](#) s'est tenu à Samarcande, en Ouzbékistan, en 2015. En novembre dernier, pour marquer le 10^e anniversaire de l'initiative, les présidents des États-Unis et des cinq États d'Asie centrale se sont réunis à Washington. C'était la première fois que tous les présidents des pays d'Asie centrale se rendaient ensemble aux États-Unis. Tout cela relève peut-être en grande partie d'un geste symbolique, mais les sommets C5+1 ont marqué un changement conceptuel : Washington n'aborde plus la région de manière indirecte — par l'intermédiaire de la Russie, de l'Afghanistan ou de cadres « post-soviétiques » plus larges — mais la reconnaît comme une zone géopolitique distincte.

L'Asie centrale est essentielle au réseau émergent de corridors commerciaux terrestres reliant la Chine à l'Europe. Si ces corridors — voies ferrées, pipelines, pôles logistiques — venaient à être pleinement intégrés dans un système centré sur la Chine, les États-Unis pourraient être exclus de l'une des transformations économiques majeures du XXI^e siècle. La politique américaine s'attacherait donc de plus en plus à soutenir des itinéraires alternatifs, en particulier le « [corridor central](#) », qui contourne à la fois la Russie et l'Iran. Deuxièmement, la région possède d'importantes ressources naturelles, notamment du pétrole, du gaz, de l'uranium et des terres rares. À une époque marquée par la transition énergétique et la concurrence technologique, l'accès à ces ressources n'est pas seulement économique, mais vital pour les ajustements futurs. Troisièmement, l'Asie centrale occupe une position charnière en matière de sécurité entre plusieurs régions instables ou contestées : l'Afghanistan, l'Iran, le Caucase et, indirectement, l'ouest de la Chine.

Au début des années 2000, l'engagement américain était fortement militarisé et lié à la guerre en Afghanistan. La stratégie actuelle est plus flexible et moins rigide sur le plan idéologique. Si le discours sur la démocratie et les droits de l'homme n'a pas entièrement disparu, il est de plus en plus subordonné à des préoccupations pragmatiques. En ce sens, la politique américaine en Asie centrale devient plus explicitement réaliste et moins prosélyte : les États-Unis ne cherchent pas à prêcher les droits des homosexuels au Kazakhstan ou en Ouzbékistan, et on ne parle guère

de démocratie. Contrairement à l'Ukraine ou à d'autres pays post-soviétiques, les États-Unis tentent d'exercer leur influence non pas en finançant des ONG et la « société civile », contournant ainsi les institutions locales, mais en s'engageant directement auprès des dirigeants locaux. Les États-Unis ne cherchent pas — pour l'instant — à remplacer la Russie ou la Chine en tant que puissance extérieure dominante en Asie centrale. Ils visent plutôt à empêcher toute exclusion et à garantir qu'aucun acteur ne puisse consolider un contrôle incontesté.

Du point de vue des républiques d'Asie centrale, ce regain d'intérêt américain est perçu à la fois comme une opportunité et une contrainte. D'une part, il renforce leur stratégie de longue date consistant à jouer les grandes puissances les unes contre les autres, leur permettant d'arracher des concessions et d'attirer des investissements de partenaires multiples. D'autre part, il risque de les enchevêtrer plus profondément dans la dynamique de la concurrence entre grandes puissances, réduisant ainsi leur marge d'autonomie. Comme l'a fait remarquer un jour Henry Kissinger, être ami avec les États-Unis peut être fatal.

Si les États-Unis ne parvenaient toutefois pas à maintenir cet engagement, l'issue deviendrait relativement prévisible. La puissance infrastructurelle et économique de la Chine, combinée à l'influence résiduelle de la Russie, se consoliderait progressivement en une double hégémonie sur la région. La Russie est convaincue que l'Asie centrale n'est pas mûre pour une rivalité géopolitique aiguë. « Malgré les craintes, les inquiétudes et la rhétorique, un nouveau Grand Jeu n'est pas en vue », a écrit [Timofei Bordachev, expert russe du Forum de Valdai, dans un essai récent](#). Cela pourrait toutefois dépendre de nombreux facteurs. Certains échappent au contrôle de la Russie.

Le facteur turc

Au cours des deux dernières décennies, le président turc Recep Tayyip Erdoğan a déployé des efforts soutenus pour étendre la présence de la Turquie en Asie centrale. Cette stratégie n'est pas principalement militaire, ni même économique au sens strict ; elle est culturelle, religieuse et civilisationnelle. Elle repose sur l'idée d'une identité turque commune qui relie l'Anatolie aux steppes d'Asie centrale d'où sont originaires les tribus turques. Cette vision a pris une forme institutionnelle avec l'[Organisation des États turcophones](#) (anciennement le Conseil turc), qui rassemble la Turquie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan, le Turkménistan ayant le statut d'observateur.

Ce qui pouvait autrefois sembler être une initiative symbolique ou culturelle pourrait également acquérir un poids géopolitique. Elle pourrait fournir un cadre de coopération qui ne soit ni russe ni chinois, et donc très attractif pour les élites d'Asie centrale cherchant à diversifier leurs options. Contrairement à la Chine, la Turquie n'inspire pas la crainte d'une domination économique. Contrairement à la Russie, elle ne porte pas le fardeau d'un héritage impérial. Contrairement à l'Occident, elle n'impose pas de conditionnalité politique de la même manière. Cela permet à la Turquie de se positionner comme un partenaire plutôt que comme un protecteur, même si ses capacités réelles restent limitées par rapport à celles de la Chine ou de la Russie. La Turquie participe activement au développement du « Corridor central », la voie de transport reliant la Chine à l'Europe via l'Asie centrale, la mer Caspienne, le Caucase et l'Anatolie. Ce corridor n'est pas seulement considéré comme un projet économique, mais comme une alternative géopolitique.

L'Asie centrale ne peut être considérée comme une périphérie oubliée — et pour cause : elle ne l'a jamais été. Elle ne peut pas davantage être réduite au « pivot de l'histoire » déterministe qu'imaginait Halford John Mackinder. La question clé n'est pas de savoir qui contrôle le centre. Aujourd'hui, les pays d'Asie centrale n'ont guère envie d'être contrôlés par des puissances extérieures. Mais ils sont plus qu'heureux de tirer profit d'un monde interconnecté. L'Asie centrale pourrait bien être le [lieu des nouvelles routes de la soie](#), un grand bazar où l'Orient et l'Occident se rencontrent.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Kissinger, Henry Mackinder, Halford Kazakhstan Kirghizistan Turkménistan
Ouzbékistan Tadjikistan Organisation du traité de sécurité collective (OTSC)
Organisation des États turcs